

Procès-verbal du
Conseil Municipal du jeudi 13 novembre 2025

Les membres du Conseil Municipal de la commune d'Onet-le-Château se sont réunis le treize novembre deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures, à la Maison des Associations, sur la convocation qui leur a été adressée le sept novembre deux mille vingt-cinq par Monsieur Jean-Philippe KÉROSLIAN, Maire.

Président : Jean-Philippe KÉROSLIAN, Maire d'Onet-le-Château

Présents : Marie-Noëlle TAUZIN, Christian MAZUC, Catherine COUFFIN, Raymond BRALEY, Christine LATAPIE, Sabine MIRAL, Gulistan DINCEL, Dominique BEC, Michel SOULIÉ, Valérie ABADIE-ROQUES, Jacques DOUZIECH, Hakim GACEM, Françoise VITIELLO, Jacky MAILLÉ, Rachida EL HAOUARI, Christian GIRAUD, Stanislas LIPINSKI, Jean-Luc PAULAT, Benjamin GOURDON, Ludivine CHATELAIN-NOUIOUA, Fabienne VERNHES, Liliane MONTJAUX, Isabelle COURTIAL

Absents ayant donné pouvoir : Jean-Louis COSTE (pouvoir à Jean-Philippe KÉROSLIAN), Franck TOURNERET (pouvoir à Gulistan DINCEL), Elisabeth GUIANCE (pouvoir à Liliane MONTJAUX), Grégory SERIN (pouvoir à Isabelle COURTIAL), Jean-Philippe ABINAL (pouvoir à Dominique BEC), Didier PIERRE (pouvoir à Michel SOULIÉ)

Absents excusés : Virginie SEXTO, Mathieu GINESTET, Emilie LOUBAT

Secrétaire de séance : Marie-Noëlle TAUZIN

Monsieur le Maire : « *Bonsoir à toutes et à tous, bienvenue à cette séance du conseil municipal d'Onet-le-Château du jeudi 13 novembre 2025.*

En préambule à cette séance, compte tenu des circonstances, je vous demande, si vous le voulez bien, une minute de silence en mémoire des personnes qui ont été victimes des lâches attentats qui se sont produits à Paris voici 10 ans. »

[.....]

Monsieur le Maire : « *Je vous remercie. En premier lieu, Marie-Noëlle TAUZIN va procéder à l'appel des personnes présentes. »*

Madame Marie-Noëlle TAUZIN procède à l'appel des membres du Conseil municipal. Le quorum est atteint.

Monsieur le Maire : « *Je vous propose de voter maintenant pour la secrétaire de séance. Nous avons une candidate en la personne de Marie-Noëlle TAUZIN. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Non il n'y en a pas, des abstentions non plus donc Madame Marie-Noëlle TAUZIN est désignée secrétaire de séance. »*

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve l'élection de Madame Marie-Noëlle TAUZIN en tant que secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR :

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 6 octobre 2025
2. Compte rendu des décisions du Maire prises par délégation du Conseil Municipal
3. Modification du tableau des effectifs - Promotion interne
4. Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste au sein des services techniques de la commune
5. Débat d'Orientaion Budgétaire et approbation du ROB 2026
6. Garantie d'emprunts Rodez Agglo Habitat pour la réhabilitation de trois commerces en trois logements sociaux
7. Réaménagement du Château d'Onet Village - Acquisition de mobilier du Palais épiscopal de Rodez, propriété de l'État, et du Département de l'Aveyron
8. Le Mas d'Otenx - Approbation convention de mise à disposition de la parcelle AZ n°274 entre la ville d'Onet-le-Château et la SAFER Occitanie
9. Recensement de la population 2026 - Recrutement et rémunération des agents recenseurs
10. Adhésion à la centrale d'achat numérique de la Région Occitanie

ATTRACTIVITÉ, VIE LOCALE ET COHÉSION

11. Approbation du renouvellement de la convention de partenariat entre le Ville d'Onet-le-Château et l'AFEV pour l'accompagnement à la scolarité
12. Approbation du renouvellement de la Convention cadre de partenariat 2025-2026 pour les Orchestres à l'école et de l'avenant financier au dispositif Classes à Horaires Aménagés Musique (CHAM) entre la Ville d'Onet-le-Château, le Syndicat Mixte à Rayonnement Départemental de l'Aveyron (CRDA) et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, de le Jeunesse et des Sports (DSDENJS)
13. Approbation du renouvellement du PEDT et labélisation du plan mercredi

AMÉNAGEMENT ET CADRE DE VIE

14. Opération façades (2025-2026) - Aide aux travaux
15. Cantagrelh : cessions d'emprises foncières à détacher de la parcelle communale BC n°604
16. Route de Lapanouse : cession emprise foncière à la SCI LAURCA 2 et acquisition (cession à titre gratuit) d'une partie de la parcelle AZ n°227
17. Rapport 2024 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement - Rapport 2024 du délégataire

1. Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 6 octobre 2025

Monsieur le Maire expose que le procès-verbal de la séance du Conseil municipal, qui s'est tenue le lundi 6 octobre 2025, a été établi par la secrétaire de séance Madame Marie-Noëlle TAUZIN, élue en séance, et a été transmis à l'ensemble des élus.

Il ajoute que conformément à l'article L.2121-15 Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que les membres du Conseil municipal l'approuvent ou demandent à le modifier.

Ce dossier a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *En commissions, il n'y a pas eu d'observation formulée donc nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des voix, approuve le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du lundi 6 octobre 2025.

2. Compte rendu des décisions du Maire prises par délégation du Conseil Municipal

Monsieur le Maire communique aux membres du Conseil municipal le compte-rendu des décisions prises depuis la dernière séance, conformément à la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par délibération N°DG/42-2020 prise en date du 23 mai 2020 et en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il ajoute que réunis en date du 6 novembre 2025, les membres de la commission présents ont pris acte à l'unanimité du compte-rendu des décisions du Maire prises depuis le dernier Conseil municipal.

Il précise que le compte-rendu de ces décisions a été envoyé avec l'ordre du jour et que chacun a pu en prendre connaissance.

N°149 du 16 septembre 2025 : Contrat de maintenance et d'hébergement du progiciel ORPHEE de la Médiathèque entre la société C3RB et la Ville d'Onet le Château

Décision relative à la signature, avec la société C3RB, d'un contrat fixant les modalités d'assistance, de maintenance et d'hébergement du progiciel OPRHEE.

Le montant annuel de la maintenance est de 5 311,80 € H.T. et le montant annuel de l'hébergement est de 2 292,25 € H.T.

Le contrat est valable 1 an à compter du 01/01/2026 et sera renouvelé annuellement sans pouvoir excéder 3 ans.

N°150 du 16 septembre 2025 : Signature d'un contrat de cession avec One Woman Prod pour le spectacle de Caroline VIGNEAUX

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec One Woman Prod- 2, rue de Nevers (75006) PARIS représentée par Madame Caroline VIGNEAUX, en sa qualité de Présidente, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *In Vigneaux Veritas* de Caroline VIGNEAUX, le mardi 23 septembre 2025, à 20h30, à La Baleine.

Le coût global de la cession s'élève à 14 770 € TTC.

La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°151 du 16 septembre 2025 : Convention de mise à disposition d'un emballage de gaz industriel, pour le service technique du pôle « Evènementiel et Culture » - Théâtre La Baleine

Décision relative à la signature pour une durée de 1 an, à compter du 1^{er} septembre 2025, avec la société LINDE France SA, d'une convention fixant les modalités de mise à disposition d'un emballage de gaz industriel, pour le service technique du pôle « Evènementiel et Culture » - Théâtre La Baleine.

Le montant de la location annuelle est de 173,76 € TTC.

N°152 du 16 septembre 2025 : Signature d'un contrat de cession avec Monsieur Mehdi ZEITOUN pour l'organisation d'un plateau humour au Café Culturel Le Krill

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Monsieur Mehdi ZEITOUN – 1, rue Jean GASTON, 31500 TOULOUSE ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil d'un plateau humour le vendredi 26 septembre 2025, à 20h30, au Café Culturel Le Krill. Le coût global de la cession s'élève à 310 € TTC. La Ville prendra également en charge les frais d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°153 du 16 septembre 2025 : Signature d'un contrat de cession avec SAS Ki m'aime me suive pour le spectacle *Les Gros patinent bien*

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec SAS Ki m'aime me suive – 92, rue de la Victoire PARIS (75009) représentée par Monsieur Pascal GUILLAUME, en sa qualité de Directeur Général, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Les Gros patinent bien* pour deux représentations le mardi 17 février 2026 à 20h30 et le mercredi 18 février 2026 à 20h30, à La Baleine.

Le coût global de la cession pour les deux représentations s'élève à 13 072,93 € TTC. Un acompte d'un montant de 4 905,75 € TTC a déjà été acquitté en septembre 2024.

La Ville prendra également en charge les frais de transport, d'hébergement et de restauration de l'équipe artistique et technique durant le séjour.

N°154 du 30 septembre 2025 : Signature d'un avenant au marché de travaux de voirie n°2022-03, signé avec l'entreprise COLAS

Décision relative à la signature d'un avenant d'un montant de 75 000 € H.T, au marché de travaux de voirie n°2022-03 signé avec l'entreprise COLAS, afin d'augmenter sur la période 4 le montant maximum du marché.

N°155 du 30 septembre 2025 : Signature d'un contrat de cession avec Billal CHEGRA Production pour le spectacle *Il a la côte DEVOS*

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec Billal CHEGRA Production, 32 passage du désir, Paris (75010) représentée par Billal CHEGRA, en sa qualité de Président, ayant pour objet de définir les modalités de cession et d'accueil du spectacle *Il a la côte DEVOS* le mardi 14 octobre 2025, à 20h30, à l'Athyrium.

Le coût global de la cession s'élève à 18 500 € TTC. La Ville prendra également en charge un forfait transport pour un montant de 4 500 € TTC et un forfait hébergement et restauration pour un montant de 5 000 € TTC pour l'équipe artistique. La Ville prendra également en charge les frais de restauration de l'équipe technique durant le séjour.

N°156 du 1^{er} octobre 2025 : Signature d'un contrat de cession des droits de représentation pour une prestation de spectacle vivant avec la compagnie Lézards de la scène et la Ville d'Onet-le-Château dans le cadre de l'évènement « Les tout-petits au spectacle ».

Décision relative à la signature d'un contrat de cession avec la compagnie Lézards de la scène représentée par Madame Bérengère BOUDIER, en sa qualité de Présidente, définissant les modalités de représentation du spectacle *A la belle étoile*. Ce spectacle sera présenté le samedi 29 novembre 2025. Il y aura deux représentations successives à 10h et 11h à la médiathèque Paul GERALDINI d'ONET-LE-CHATEAU. Le coût des deux représentations s'élève à 900 € TTC. Ce montant inclus les frais de gestion et les frais de déplacements.

N°157 du 2 octobre 2025 : Signature d'une convention de recyclage et/ou d'entraînement Police Municipale aux gestes et techniques professionnels d'intervention

Décision relative à la signature d'une convention de recyclage et/ou d'entraînement aux gestes et techniques professionnels d'intervention au profit des agents de Police Municipale de la ville d'Onet-le-Château, avec Monsieur Sébastien GUENEGUAN en sa qualité de moniteur en intervention opérationnelle sis 19, rue des Césars 12510 DRUELLE. La convention est conclue pour une durée de 1 an, renouvelable trois fois par tacite reconduction. Le tarif, révisable annuellement, est de 70 € HT par agent.

La Ville s'engage à mettre gratuitement le dojo situé dans le complexe de l'ATHYRIUM, à disposition du formateur et des stagiaires de la Police Municipale d'Onet-le-Château.

N°158 du 6 octobre 2025 : Responsabilité civile - Dommage causé par la Ville d'Onet-le-Château : remboursement du préjudice subi - Route de Saint-Mayme

Décision relative à l'indemnisation du préjudice subi par Monsieur F. V à hauteur de 3 500€ TTC au moyen des crédits inscrits au budget principal.

N°159 du 10 octobre 2025 : Contrat de services pour l'assistance et le support du logiciel YPVE pour les smartphones entre la société YPOK et la Ville d'Onet-le-Château

Décision relative à la signature, avec la société YPOK, d'un contrat de services fixant les modalités d'assistance et de support pour le logiciel YPVE pour les smartphones.

Le contrat débute le 19 février 2025 et se termine le 31 décembre 2028.

Pour l'année 2025, le montant annuel est de 0,00 € HT. Pour les années 2026 à 2028, le montant annuel est de 350,00 € H.T.

N°160 du 9 octobre 2025 : Signature d'un contrat de location de la salle de La Baleine avec le Lycée Foch de Rodez

Décision relative à la signature d'une convention de location avec le Lycée Ferdinand FOCH sis 1, rue VIEUSSENS RODEZ (12000), représenté par Monsieur Jean-Noël TACHE, en sa qualité de Proviseur du lycée, ayant pour objet de définir les modalités de la convention de location de la salle de La Baleine le mardi 25 novembre 2025 pour l'organisation du spectacle de danse *Mon Silence hurle*.

En contrepartie de la location de la salle de La Baleine pour l'organisation de cet évènement, le Lycée Foch de Rodez s'engage à verser à la Ville la somme de 700 € TTC.

N°161 du 9 octobre 2025 : Signature d'un contrat de location de la salle de La Baleine avec l'association Atout Danse

Décision relative à la signature d'une convention de location avec l'association Atout Danse sise 1, avenue DURAND DE GROS RODEZ, (12000), représentée par Monsieur Pierre CAYRON, en sa qualité de Président, ayant pour objet de définir les modalités de la convention de location de la salle de La Baleine le samedi 6 décembre 2025 pour l'organisation du spectacle de Noël de l'école de danse.

En contrepartie de la location de la salle de La Baleine pour l'organisation de cette soirée, Atout Danse s'engage à verser à la Ville la somme de 1 600 € TTC.

N°162 du 9 octobre 2025 : Signature d'un avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre relatif à la rénovation des façades de l'école Jean LAROCHE

Décision relative à la signature d'un avenant n°2 au marché MAPA n°2025-04 relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des façades de l'école Jean LAROCHE, signé avec le groupement d'entreprises COSTES-GAUBERT et EGIS Bâtiments Sud, dont l'architecte Monsieur COSTES-GAUBERT est le mandataire, en vue de fixer la rémunération définitive du maître d'œuvre pour un montant de 90 000 € HT.

N°163 du 9 octobre 2025 : Signature d'un avenant n°1 au marché de fourniture de vêtements et de chaussures pour les autres services - MAPA 2022-02-03 signé avec Quincaillerie ANGLES

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché MAPA n°2022-22-03 relatif au marché de fourniture de vêtements et de chaussures pour les autres services, signé avec la Quincaillerie ANGLES afin de répercuter la contribution relative à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) sur les prix figurant au marché.

L'avenant n'a pas pour objet de modifier le montant maximum du marché.

N°164 du 9 octobre 2025 : Signature d'un avenant n°1 au marché de fourniture de chaussures de sécurité pour les services techniques - MAPA 2023-11 signé avec Quincaillerie ANGLES

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au marché MAPA n°2023-11 relatif au marché de fourniture de chaussures de sécurité pour les services techniques, signé avec la Quincaillerie ANGLES afin de répercuter la contribution relative à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) sur les prix figurant au marché.

L'avenant n'a pas pour objet de modifier le montant maximum du marché.

N°165 du 14 octobre 2025 : Signature d'une convention de mise à disposition de La Baleine entre l'association Rêves de cinéma et la Ville d'Onet-le-Château

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition, à titre gracieux, de la salle de spectacle La Baleine avec et au bénéfice de l'association Rêves de cinéma sise 7, route de la Crouzette, OLEMPES (12510), représentée par Madame Colette CHARDON, en sa qualité de Présidente, ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation du Festival de Courts Métrages du jeudi 27 novembre au samedi 29 novembre 2025 à La Baleine.

La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits.

La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de cette manifestation.

N°166 du 14 octobre 2025 : Signature d'une convention de mise à disposition de La Baleine entre Espace Création Danse et la Ville d'Onet-le-Château

Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition, à titre gracieux, de la salle de spectacle La Baleine avec et au bénéfice de Espace Création Danse sis 1, rue St Martin des Prés, RODEZ (12000), représentée par Madame Edwina COSTECALDE, en sa qualité de Directrice artistique d'Espace Création danse, ayant pour objet de définir les modalités de cette mise à disposition pour l'organisation d'une représentation du spectacle *Mon Silence Hurle*, le mardi 25 novembre 2025, à 20h à La Baleine.

La Ville s'engage à mettre gratuitement la salle de spectacle et son personnel à la disposition du demandeur et à prendre en charge les coûts de bâtiment induits.

La Ville ne prendra en charge aucun frais supplémentaire en lien avec la réalisation de cette manifestation.

N°167 du 15 octobre 2025 : Délivrance d'une concession de terrain dans le cimetière d'Onet-Village

Décision relative à la délivrance à Madame D. née G. S. à compter du 10 octobre 2025, d'une concession de 5,00 m² superficiels, n°52 E ONET, N° Plan B7 dans le Cimetière d'Onet village pour une durée de 15 années et expirant le 9 octobre 2040, dans le cimetière d'Onet-Village.

La concession est accordée à titre de concession nouvelle moyennant la somme totale de 730,00 € (sept cent trente euros) qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance N°P14B du 10 octobre 2025.

Monsieur le Maire : « *Avez-vous des commentaires à ce sujet. Non pas de commentaire donc nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des voix, prend acte du compte rendu des décisions du Maire prises depuis la dernière séance.

3. Modification du tableau des effectifs - Promotion interne

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que la promotion interne se définit comme un mode d'accès à un cadre d'emplois supérieur qui déroge au principe de recrutement par concours.

Ce dispositif est ouvert aux fonctionnaires territoriaux et concerne certains cadres d'emplois de catégorie A et B et, pour la catégorie C, le cadre d'emplois des Agents de maîtrise.

Il donne lieu à inscription sur une liste d'aptitude, en fonction de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience, éléments de nature à garantir l'aptitude à exercer les fonctions afférentes au grade de promotion.

Il précise que les lignes de gestions directrices signées par Monsieur le Maire le 21 avril 2021, obligatoires et correspondantes à l'une des innovations de la loi 2019-828 du 6 août 2019, dite de transformations de la Fonction Publique, constituent le socle juridique des avancements de grade prononcés à partir de 2021 et notamment définissent les critères d'éligibilité des agents à savoir :

- s'ils remplissent les conditions réglementaires et notamment d'ancienneté dans le grade,
- si leurs missions sont en adéquation entre le grade / la fonction / l'organigramme,
- suivant les résultats professionnels obtenus,
- suivant la compétence professionnelle et technique,
- suivant la capacité d'encadrement pour certains grades,
- suivant le temps passé entre 2 avancements,
- suivant l'implication et la motivation de l'agent,
- suivant une réussite à un examen,
- suivant la capacité financière définie par la Collectivité.

Les lignes de gestions directrices définissent également les étapes décisionnelles au sein de la Collectivité :

- avis du Chef de service validé par le Chef de pôle,
- avis de la Directrice Générale des Services, de la Cheffe du pôle des ressources humaines et de l'Elu en charge des RH,
- validation des propositions par Monsieur le Maire,
- avis du Comité Social Territorial,
- décision du Conseil Municipal.

La commune transmet une liste de propositions au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale.

Les fonctionnaires retenus par la commission du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale sont inscrits sur une liste d'aptitude.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL rappelle aux membres du Conseil Municipal que par délibération du 6 octobre dernier, la majorité des postes inscrits sur la liste d'aptitude transmise par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale ont été créés afin de procéder à la nomination des agents concernés sur leur nouveau grade.

Il avait alors été indiqué que la promotion d'un agent sur le grade d'Agent de Maîtrise était reportée afin de s'assurer de la prise en compte par celui-ci des nouvelles missions afférentes au grade en question.

Monsieur Jean-Philippe ABINAL informe le Conseil Municipal qu'à ce jour, les conditions de nomination de cet agent sont réunies ; aussi, il est proposé de le nommer au grade d'Agent de Maîtrise compte tenu de la prise en compte par ce dernier des missions correspondantes à son nouveau grade.

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

GRADES SUPPRIME				GRADE CREE		
Date	Grade	Nombre d'emploi	Taux d'emploi	Grade	Nombre d'emploi	Taux d'emploi
1 ^{er} décembre 2025	Adjoint Technique Principal de 1 ^{ère} classe	1	100%	Agent de Maîtrise	1	100%

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans cet emploi sont inscrits au budget 2025,

Il indique que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable du Comité Social Territorial lors de sa séance en date du 25 septembre 2025 et un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Pas d'intervention donc nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- valide la promotion interne telle qu'exposée ci-dessus,
- approuve la modification du tableau des effectifs à compter du 1^{er} décembre 2025 telle que présentée ci-dessus.

4. Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste au sein des services techniques de la commune

Monsieur Jean-Philippe ABINAL expose que conformément à l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- les grades correspondant à l'emploi créé,
 - la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
 - pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi.
- a. Poste Assistant administratif au sein du pôle services techniques, urbanisme et projets structurants

Suite à la réorganisation et au besoin du service, il est proposé de créer un poste d'assistant administratif qui aura pour principales missions d'assurer un rôle central dans la gestion administrative du pôle services techniques, urbanisme et projets structurants.

GRADE CREE			
Date	Grade	Nombre d'emploi	Taux d'emploi
12 novembre 2025	Adjoint administratif contractuel	1	100%

Monsieur Jean-Philippe ABINAL précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans cet emploi sont inscrits au budget primitif 2025.

Il indique que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable du Comité Social Territorial lors de sa séance en date du 25 septembre 2025 et un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Pas d'intervention donc nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **décide de la création d'un poste d'Adjoint administratif contractuel telle qu'exposée ci-dessus,**
- **approuve la modification du tableau des effectifs telle qu'indiquée ci-dessus.**

5. Débat d'Orientation Budgétaire et approbation du ROB 2026

Monsieur Christian MAZUC expose que le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue un moment essentiel de la vie d'une collectivité locale. A cette occasion sont notamment définies sa politique d'investissement et sa stratégie financière. Cette première étape du cycle budgétaire représente également un élément de communication financière. Conformément aux dispositions prévues par la loi du 6 février 1992, le DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Dans un souci de renforcement de la transparence de la vie publique et de facilitation de la gestion des Collectivités territoriales, l'article 107 de la loi NOTRe en date du 7 août 2015 rend obligatoire la présentation d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB).

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre; il fait l'objet d'une publication.

Premier document du cycle budgétaire, le rapport d'orientation budgétaire est un élément clé de la communication financière. Il servira de base aux échanges du Conseil Municipal.

Monsieur Christian MAZUC ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Christian MAZUC : *« Bonsoir à toutes et à tous. Pour moi, une année charnière pour ce rapport d'orientation budgétaire 2026 que nous présentons. Il marque aujourd'hui une étape importante : la fin d'un mandat exigeant et aussi la préparation d'un prochain cycle municipal. Il nous offre l'occasion de mesurer le chemin parcouru, de comprendre la situation financière de notre commune et de dégager des perspectives pour l'avenir.*

Comme vous le savez, dans un contexte de forte tension économique, de hausse des charges de fonctionnement et d'attente sociale grandissant, notre objectif a toujours été clair : garantir l'équilibre des comptes tout en soutenant nos habitants partout sur le territoire.

Je m'arrêterai sur le bloc communal, un focus là-dessus en sachant qu'il subit, comme vous le savez, depuis de longues années une érosion de ses ressources liée notamment aux réformes fiscales.

J'aborderai ensuite très succinctement le projet de loi de Finances 2026 qui n'a pas encore été voté par les Parlementaires, avec quelques points significatifs : d'une part la suppression progressive de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises, ce qui est important, c'est que c'est une mesure favorable aux entreprises industrielles qui vise à stimuler la réindustrialisation, c'est une politique de soutien au tissu productif mais à court terme cela compresse les ressources intercommunales avec une possible réduction de compensation fiscale à hauteur de 25%.

Egalement le gel de la Dotation Globale de Fonctionnement : Monsieur le Maire le rappelle souvent : en 2013, 1 283 000 euros, en 2024 : 60 000 euros.

Aussi le recentrage du Fonds de Compensation de TVA qui indique un arbitrage clair de l'Etat, c'est-à-dire transférer une partie du financement de l'investissement aux collectivités mais en limitant le soutien courant. Un autre élément important, le DILICO : un instrument qui doit servir à l'effort de redressement des finances publiques. En effet, comme vous le savez, l'Etat français est visé par une procédure de déficit excessif et cela devrait malheureusement se traduire par une diminution des produits de fiscalité qui pourrait impacter les comptes de la commune.

Donc un contexte difficile et une gestion responsable : ce mandat a été marqué par de nombreux défis tels que la crise sanitaire, l'inflation durable, la flambée du coût de l'énergie et des matières premières. Malgré cela, notre commune a su tenir le cap.

Nous avons fait le choix d'une gestion rigoureuse mais humaine en maintenant les services publics de proximité, en soutenant les familles et les associations et en accompagnant les quartiers prioritaires dans leur transformation. Cette ligne de conduite nous a permis de préserver nos équilibres financiers sans renoncer à nos ambitions pour le territoire.

A travers la diapositive qui vous est présentée, vous pouvez observer le contexte budgétaire, d'un point de vue local pour la période 2013-2026. Vous noterez la baisse drastique des dotations de l'Etat d'une part et la contribution au fonds de péréquation des communes qui a été amputée à hauteur de 13, 41 millions de ressource en moins provenant de l'Etat, qui correspond à une année de budget.

Donc une dotation qui s'est terriblement effondrée entre 2013 et 2026 du fait de l'application de critères abscons comme le souligne souvent Monsieur le Maire mais une situation financière solide et maîtrisée. Aujourd'hui, les indicateurs sont clairs : notre capacité d'autofinancement reste positive malgré la hausse des coûts de fonctionnement, notre endettement demeure sous contrôle et compatible avec la poursuite des investissements et nous avons réussi à stabiliser la fiscalité tout en mobilisant de nombreuses subventions notamment dans le cadre des contrats de ville et des dispositifs de rénovation urbaine.

Cette solidité financière est le fruit d'un travail collectif et constant conduit dans un esprit de transparence et d'efficacité.

Concernant la diapositive relative à la préservation du niveau d'épargne, vous pouvez observer les orientations budgétaires qui préfigurent, comme vous le savez, le budget primitif de 2026.

Ce dernier s'articulera au niveau des produits prévisionnels de fonctionnement qui devraient progresser de 0,6% par rapport à l'atterrissage du compte financier unique prévisionnel 2025 provisoire et des charges de fonctionnement qui devraient évoluer de 2,3 %.

Pour 2026, nous prévoyons un produit de fonctionnement à hauteur de 15 156 000 euros. Les taux communaux de fiscalité restent inchangés, les bases locatives qui sont corrélées, comme vous le savez avec l'inflation, devraient évoluer de 1,5% en attendant le vote du projet de loi de finances (le PLF) 2026.

Les charges de fonctionnement prévisionnelles sont estimées à hauteur de 13 340 000 euros avec pour objectif de maintenir le niveau des services auprès de la population.

Les charges courantes sont en augmentation notamment avec l'inflation des contrats de maintenance informatique et des contrats d'assurance.

La continuité aussi d'un soutien financier en faveur du tissu social : je rappelle que le budget du CCAS a été multiplié pratiquement par quatre depuis 2014 ainsi que le secteur évidemment associatif et culturel.

En 2024, au niveau de la vie associative, la subvention par habitant représentait 166 euros alors que la moyenne des communes de même strate était de 29 euros : vous voyez donc l'effort conséquent qui est réalisé par la commune d'Onet-le-Château...

Autre point prégnant, les charges de personnel avec un effectif budgétaire de 188 au 31 décembre 2025, un montant global prévisionnel de 8 180 000 euros, tous budgets confondus. Pour 2026, avec un ratio que j'appelle de « rigidité », c'est à dire que 54,8% des dépenses de personnel représentent la part de l'ensemble des dépenses de fonctionnement en sachant que pour les communes de même strate, ce ration est de 59,2%. Comme vous l'avez constaté, entre l'évolution des recettes de fonctionnement à hauteur de 0,6% et les charges de fonctionnement à hauteur de 2,3%, un effet ciseau avec une évolution de fonctionnement plus rapide que l'évolution des recettes de fonctionnement ce qui mécaniquement va entraîner une baisse de notre épargne et de notre capacité d'autofinancement.

Cette capacité d'autofinancement prévisionnelle est estimée à hauteur de 1,7 million d'euros, soit un taux de marge de 11,2% : cela impose à la commune d'être encore plus efficiente sur ses recettes locales ou ses dépenses.

Après avoir préservé le niveau d'épargne à travers les recettes et les dépenses de fonctionnement, il est important de s'attarder sur l'encours de dette de la commune d'Onet-le-Château. Trois points sont à retenir : le premier est le niveau de l'encours de la dette, notamment entre 2020 et 2026 : nous l'avons diminué malgré l'importance des investissements réalisés, nous avons réalisé entre 2020 et 2025 pratiquement 25 millions d'euros sans avoir eu recours à l'emprunt.

Deuxième point, l'encours de dette représentera, au 31 décembre 2025, 4,4 millions d'euros : ce sont des emprunts à taux fixe avec un taux moyen à 1,52%.

Ce ratio d'encours de dette, par euro et par habitant, pour 2024 ressort à 380 euros. Il est de 822 euros par habitant pour les communes de même strate.

Troisième point, la durée moyenne de désendettement entre son épargne et ses ressources de fonctionnement : si nous faisons la moyenne, nous sommes pratiquement à 2 années. Si l'on consacrait la totalité de notre épargne, la commune d'Onet-le-Château mettrait donc 2 ans pour rembourser la totalité de sa dette.

Après avoir évoqué la dette, attardons nous sur le montant des dépenses d'investissement qui ont été réalisées entre 2023 et le prévisionnel 2026.

Ces dernières années, nous avons engagé des dépenses d'investissement qui font sens pour nos habitants : la rénovation des équipements publics dans les quartiers prioritaires, la réhabilitation des écoles, l'amélioration du cadre de vie et la création d'espaces verts, les actions pour la transition énergétique des bâtiments communaux et également le soutien renforcé à la vie associative et éducative. Ces projets ont contribué d'une part à réduire les inégalités territoriales, à renforcer l'attractivité de la commune et à préparer la transition écologique indispensable à notre avenir.

Qui dit ressources dit investissements pour poursuivre ceux réalisés par la commune d'Onet-le-Château.

Le montant des dépenses réalisées notamment entre 2023 et 2025 s'élève à hauteur de 13,3 millions d'euros et 19 millions d'euros si nous ajoutons les prévisions de 2026. Cela indique une volonté politique de valoriser le territoire communal, conforter son attractivité et surtout soutenir indirectement l'emploi et le tissu économique local.

Objectif pour 2026 : 5,8 millions d'euros d'investissement, 4,9 millions d'euros en 2025.

Ce que nous avons également essayé de traduire, pour gérer au mieux ces investissements, c'est la mise en place d'autorisations de programme et de crédits de paiement qui permettent une meilleure planification et un meilleur suivi de nos investissements et ainsi de travailler au mieux notre décalage en termes de trésorerie entre les encaissements et les décaissements. La priorité est donnée aux équipements structurants et à la transition écologique.

Après avoir évoqué la période d'investissement 2023-2025 et des prévisions 2026, faisons un point sur les trois budgets annexes.

Le budget restauration municipale : en 2026, nous prévoyons une production d'environ 91 000 repas, le coût net du repas est prévu à 6,45 euros. Le budget est équilibré grâce à la subvention communale prévisionnelle de 579 000 euros.

Deuxième budget annexe important : le théâtre municipal La Baleine.

Deux chiffres à retenir : plus de 10 000 spectateurs, 82% de taux d'occupation. Pour 2026, un budget équilibré à hauteur de 836 000 euros via une subvention communale à hauteur de 439 000 euros. Pour 2026, une programmation de 12 spectacles tout public, 6 pour les scolaires, festivals, concerts, événements Krill. Voilà ce que je peux dire en termes d'orientation sur la programmation culturelle d'Onet-le-Château.

Troisième budget annexe : le réseau de chaleur.

Pour votre parfaite information, le réseau de chaleur c'est 31 abonnés, c'est l'EHPAD, c'est le lycée La Roque, c'est des logements collectifs, individuels. Sachez qu'il a été repris en délégation de service public à compter du 1^{er} avril 2025, par ENGIE, et que nous prévoyons, dans le cadre de travaux de mise aux normes, 700 000 euros d'ici 2027.

Evidemment, tous les budgets annexes sont équilibrés via des subventions communales. La commune assume sa responsabilité dans les services publics essentiels tout en limitant la dépendance externe et en sécurisant les investissements.

Nous venons de faire de la rétrospective mais il est important aussi de faire de la prospective.

Quelle prospective pour le prochain mandat ?

A l'horizon du prochain mandat, plusieurs défis se dessinent : poursuivre la rénovation urbaine énergétique, adapter nos services publics à une population en évolution et continuer à investir sans préjudicier nos comptes.

Grace à la gestion menée depuis 2014, la commune dispose aujourd'hui de bases financières saines et des capacités d'investissement réelles pour aborder ces enjeux. Le futur mandat pourra s'appuyer sur cette trajectoire pour aller plus loin : un développement équilibré, inclusif et durable.

Concernant les principales opérations pour 2026, retenons deux chiffres : 3 781 000 euros d'équipements structurants et 1 980 000 euros pour toutes les opérations d'entretien du territoire communal, donc un total à hauteur d'environ de 5,8 millions d'euros.

Retenons la rénovation du château d'Onet Village, le giratoire de San Pau et des voies douces, la requalification du carrefour de la Roquette, la rénovation de l'école Jean LAROCHE – c'est pratiquement 1 million d'euros et nous prévoyons pour 2026 un crédit de paiement à hauteur de 500 000 euros, l'extension du dispositif de vidéoprotection – essentiel le vivre ensemble et la tranquillité publique au sein de notre territoire, également des travaux de voirie, les travaux des cours d'école, la rénovation énergétique de l'Hôtel de ville ainsi que de l'éclairage public... voilà l'ensemble des prochains investissements à continuer et à parfaire pour le prochain mandat.

Pour conclure sur les orientations budgétaires 2026 d'Onet-le-Château, je dirais que ce rapport de fin de mandat traduit une conviction forte : une commune peut être à la fois rigoureuse dans sa gestion et ambitieuse pour ses habitants. Nous avons su démontrer qu'il était possible de soutenir les quartiers prioritaires, de préparer la transition écologique et de préparer l'équilibre budgétaire.

En somme, nous laissons une situation saine, une trajectoire claire au service d'un même objectif : le bien-être et la cohésion de tous les habitants sur l'ensemble du territoire communal.

Voici, Monsieur le Maire, la synthèse de la situation budgétaire 2026 de la commune d'Onet-le-Château. Je vous remercie de votre attention. »

Monsieur le Maire : « Je vous remercie pour cet exposé très pédagogique. »

Jean-Philippe ABINAL : « Je souhaite juste faire un petit focus sur les charges de fonctionnement, donc sur le personnel. Je peux dire que suite aux divers Comités Sociaux Territoriaux que nous avons menés avec les syndicats pour expliquer notre politique communale, nous pouvons remercier nos agents qui eux aussi font des efforts. Nous avons une masse salariale qui n'évolue pas, ou très peu et cela grâce à nos agents aussi. Ce sont des agents de plus en plus polyvalents, qui font également des efforts pour la commune et cela, je tenais à le souligner.

La réorganisation qui a été faite par notre Directrice Générale des Services au sein de la collectivité fait qu'aujourd'hui nous sommes plus productifs avec le même nombre d'agents et c'est pour cela que nous continuons avec les mêmes services et en réduisant les coûts de fonctionnement. Cela, je tenais à le dire et encore une fois, remercier nos personnels qui font cet effort.

Il faut savoir aussi que la commune, au vu de ces efforts, a permis à ses personnels de bénéficier de tickets restaurant, ce qu'ils n'avaient pas jusque-là, et sans augmenter nos charges de fonctionnement. Puisque l'on a fait des efforts, en contrepartie, nous leur avons restitué cet effort-là. »

Monsieur le Maire : « Je vous remercie. Avant de conclure sur ce chapitre, je voudrais ajouter que nous avons un personnel qui est en total adéquation avec les objectifs de l'équipe municipale. C'est un travail qui a été mené de façon remarquable.

Nous avons aussi des services qui sont adaptés aux besoins de notre population. Nous avons évoqué tout à l'heure la restauration scolaire : nous avons une contribution au budget annexe très importante mais c'est une volonté politique de permettre à ce que chaque famille, souvent les plus défavorisées, puissent offrir à leurs enfants un repas équilibré et de haute qualité.

Nous avons une restauration qui produit des repas absolument remarquables, préparés avec des produits sains, souvent de proximité, ou des produits Bio et cela à un coût que nous assumons parfaitement.

Nous avons malheureusement des prix de production et de fabrication qui s'élèvent mais en contrepartie, nous avons la volonté d'assumer le fait que depuis cinq ans, nous n'avons pas augmenté les tarifs de la restauration scolaire.

Vous avez également évoqué les efforts que nous avons faits pour que le secteur associatif continue de bénéficier d'un soutien important. Notre commune est vaste, composée d'entités géographiques très particulières, je dirais très indépendantes les unes des autres. Cela nécessite, pour qu'il y ait un lien, qu'il y ait une vie associative performante, un effort financier qui est fait à ce titre et qui nous permet de garder cette dynamique.

Nous avons également abordé dans les budgets annexes, d'autres points importants mais je souhaiterais revenir sur le réseau de chaleur.

Nous avons, pour le budget de l'an prochain, évoqué un réseau de chaleur performant qui devrait nous permettre d'optimiser les flux sur bien des bâtiments qui sont au cœur des Quatre Saisons, des bâtiments publics ou privés. Grâce à ce réseau de chaleur nous devrions avoir d'une part un rendement écologique optimisé mais surtout des coûts de fonctionnement qui devraient encore baisser.

C'est par ce genre d'action, à la fois par l'adhésion du personnel et à la fois par un combat au quotidien pour réduire nos coûts de fonctionnement, que nous réussissons à préserver nos marges malgré les agressions que nous subissons sur les dotations. Voilà ce que je souhaitais ajouter.

Si vous n'avez plus d'intervention à ce sujet, je vous propose de passer au vote.»

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire (DOB),**
- approuve le rapport d'orientation budgétaire (ROB) 2026.**

Monsieur le Maire : « Pour la prochaine note, Madame Marie-Noëlle TAUZIN, Madame Sabine MIRAL et Monsieur Christian MAZUC vont devoir momentanément nous quitter.

En raison de la sortie de Madame Marie-Noëlle TAUZIN, je sou mets à votre vote la proposition de prise du secrétariat de séance, pour cette délibération, par Madame Dominique BEC...

Personne ne s'y oppose ? Donc le secrétariat de séance est assuré par Dominique BEC. Nous notons également le départ, pour raisons professionnelles, de Jean-Philippe ABINAL. »

6. Garantie d'emprunts Rodez Agglo Habitat pour la réhabilitation de trois commerces en trois logements sociaux

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal que par délibérations prises en date du 2 novembre 2021, le Conseil de Communauté de Rodez agglomération a adopté, dans le cadre du PLH 2021-2026, le règlement d'intervention des aides du Grand Rodez relatif au logement social et à l'accession sociale.

Ce dernier s'applique à toutes les opérations inscrites à la programmation 2021 et au-delà. Il définit notamment les modalités de participation financière de Rodez agglomération et des communes pour la production et la réhabilitation des logements sociaux.

Rodez agglomération garantit les emprunts de toutes les opérations réalisées sur son territoire à hauteur de 50 % (neufs et réhabilitation), la commune où se situe l'opération étant appelée à garantir les 50% restants.

L'Office Public Rodez Agglo Habitat a engagé en 2024 un programme de réhabilitation de trois commerces en trois logements sociaux à Onet-le-Château et sollicite à ce titre la commune pour une garantie de 50% de l'emprunt suivant :

Opération	Organisme Prêteur	Montant du prêt (€)	Garantie Commune	Durée	Index	Numéro du contrat
Création de 3 logements sociaux	Caisse des Dépôts et Consignations (prêt PLUS)	65 925	50%	40 ans	2,30%	N° 5673767
	Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PLUS foncier)	7 359	50%	50 ans	2,30%	N° 5673766
	Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PLAI)	106 104	50%	40 ans	1,30%	N° 5673769
	Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PLAI foncier)	15 569	50%	50 ans	1,30%	N° 5673777
	Caisse des Dépôts et Consignations (Prêt PLAI)	25 043	50%	40 ans	1,50%	N° 5685777
TOTAL		220 000				

Monsieur le Maire ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des questions ? Non, pas de question, nous passons donc au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- accorde la garantie par la commune d'Onet-le-Château à hauteur de 110 000 €, soit 50% du montant total du prêt de 220 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N°178212. Ledit contrat joint en annexe de la délibération en fait partie intégrante,
- approuve les conditions apportées à la garantie à savoir :
 - ✓ la garantie de la commune d'Onet-le-Château est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
 - ✓ sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la commune d'Onet-le-Château s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement,
- approuve l'engagement de la commune d'Onet-le-Château pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Monsieur le Maire : « *Nous pouvons demander à Madame Marie-Noëlle TAUZIN, Madame Sabine MIRAL et Monsieur Christian MAZUC de nous rejoindre.* »

7. Réaménagement du Château d'Onet Village - Acquisition de mobilier du Palais épiscopal de Rodez, propriété de l'État, et du Département de l'Aveyron

Monsieur le Maire rappelle que la Ville d'Onet-le-Château conduit actuellement un important programme de réhabilitation du Château d'Onet Village, patrimoine emblématique de la commune, afin de lui redonner une vocation culturelle, patrimoniale et événementielle.

Il précise que dans le cadre de ce projet, il est nécessaire de procéder à l'aménagement intérieur et au mobilier des espaces du château, afin de garantir leur cohérence esthétique et leur fonctionnalité.

Monsieur le Maire indique que la commune a été informée de la possibilité d'acquérir du mobilier issu du Palais épiscopal de Rodez, propriété de l'État.

Il précise que ce mobilier, actuellement non utilisé et en voie de déclassement, présente un intérêt patrimonial et historique certain et est compatible avec les besoins d'aménagement du Château d'Onet Village, notamment pour l'aménagement des salons, bureaux, espaces d'exposition et de réception.

Monsieur le Maire expose que cette acquisition présente plusieurs avantages :

- Valorisation patrimoniale : le mobilier proposé s'accorde avec le caractère historique et architectural du château,
- Économie budgétaire : l'acquisition, susceptible d'être consentie à un coût symbolique, permettra de limiter les dépenses d'ameublement,
- Cohérence culturelle et esthétique : l'utilisation d'un mobilier d'époque ou de style renforce l'identité du lieu réhabilité,
- Partenariat avec l'État : cette démarche s'inscrit dans une collaboration constructive avec les services de l'État autour de la valorisation du patrimoine public.

Monsieur le Maire précise que l'acquisition, qui concerne le mobilier détaillé ci- après, serait effectuée selon les modalités fixées par les services de l'État, après déclassement éventuel du mobilier concerné.

Elle pourrait :

- ✓ intervenir à titre onéreux, suivant l'estimation réalisée pour le compte de l'état par un commissaire-priseur en 2016 majoré de 18% pour un montant total de 2 637,30 €
- ✓ concerner les meubles suivants : 1 meuble d'appui, 2 commodes style louis Philippe, 1 buffet vaisselier, un secrétaire marqueté cuivre et acajou, 1 grande armoire style néo-louis XV, 1 petite armoire, 1 armoire haute, 1 chiffonnier, 1 buffet double porte, 1 semainier avec plateau marbre, 3 commodes avec plateau marbre, 1 table de toilette, 1 bibliothèque, 4 tables violon, 1 porte pot bois et métal avec plateau en marbre, 2 fauteuils cabriolet, 1 grand canapé cabriolet, 2 chaises cabriolet, 1 chaise velours, 1 fauteuil voltaire, 2 lits bateau de style empire, 1 coffre-fort métal.

Le transfert matériel et l'installation du mobilier seraient organisés par la commune, en lien avec les services de l'État.

Monsieur le Maire précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal, section d'investissement, chapitre 21848.

Il précise également que certains mobiliers provenant également du Palais Episcopal sont propriétés du Conseil Départemental et pourraient également venir compléter le lot acquis auprès de l'Etat.

Il indique que les conditions d'acquisition sont en cours de négociation avec les services du Département, aussi il est proposé aux membres du Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition par la commune du mobilier appartenant à l'État (Palais épiscopal de Rodez) tel que décrit ci-dessus et aux conditions susvisées
- d'autoriser Monsieur le Maire à compléter, si besoin, ce lot de mobilier par l'acquisition de meubles propriétés du Département dans la limite d'un montant de 400,00€

Monsieur le Maire ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Pas d'intervention donc nous allons passer au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- approuve l'acquisition par la commune du mobilier appartenant à l'État (Palais épiscopal de Rodez) tel que décrit ci-dessus et aux conditions susvisées,
- autorise Monsieur le Maire à compléter, si besoin, ce lot de mobilier par l'acquisition de meubles propriétés du Département dans la limite d'un montant de 400,00 €,
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document, convention ou acte relatif à cette opération, et d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des services de l'État et du Département.

8. Le Mas d'Otenx - Approbation convention de mise à disposition de la parcelle AZ n°274 entre la ville d'Onet-le-Château et la SAFER Occitanie

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal que la commune d'Onet-le-Château s'attache depuis plusieurs années à préserver et valoriser son patrimoine foncier, dans une logique d'équilibre entre développement urbain, respect de l'environnement et maintien d'une activité agricole dynamique sur son territoire.

Il rappelle que cette proposition réside dans le choix de la commune d'Onet-le-Château de s'inscrire dans une démarche de gestion responsable, concertée et durable de son patrimoine foncier.

L'objectif poursuivi est double : préserver la vocation agricole des terres communales non immédiatement destinées à l'urbanisation, tout en favorisant leur entretien et leur valorisation par l'exploitation.

Monsieur le Maire précise que c'est dans cet esprit qu'il est proposé aux membres du Conseil municipal de conclure une convention de mise à disposition avec la SAFER Occitanie, outil public d'aménagement rural reconnu, dont les missions s'inscrivent dans la politique nationale de soutien à l'agriculture, à l'installation des jeunes agriculteurs et à la protection des espaces agricoles.

Monsieur le Maire informe que la convention, dont le projet demeure annexé à la présente note, concerne une parcelle communale d'une superficie de 4 hectares, située au lieu-dit le Mas d'Otenx, cadastrée AZ n°274. Il rappelle que ce terrain, classé en zone Ns du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), est destiné à l'accueil futur d'équipements sportifs ou de loisirs à vocation collective. Dans l'attente d'une éventuelle mise en œuvre de ces projets, il apparaît pertinent de confier temporairement sa gestion à un acteur agricole, dans un cadre maîtrisé et sécurisé juridiquement.

Monsieur le Maire indique que dans le cadre de ce projet de convention, la SAFER Occitanie agira en qualité d'intermédiaire : elle prendra le bien en gestion pour une durée de six ans (2026-2031) et le confiera à un exploitant agricole local, sélectionné pour ses garanties de sérieux et le respect des bonnes pratiques culturales.

Le choix de ce dispositif permet à la commune de préserver la valeur agronomique du sol, d'éviter la friche et de maintenir une activité agricole de proximité, tout en gardant la possibilité de récupérer les terrains à tout moment, notamment en cas de projet communal.

Monsieur le Maire précise que les conditions principales sont les suivantes :

- Durée : 6 ans, du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031,
- Superficie concernée : 4 ha 00 a 00 ca,
- Redevance annuelle : 576 € (indexée sur le taux préfectoral),
- Frais de dossier : 360 € TTC,
- Pas de transfert de Droits à Paiement de Base (DPB),
- Clause de résiliation annuelle permettant à la commune de reprendre tout ou partie du terrain en cas de vente, de réaffectation ou de projet d'aménagement public.

L'exploitant agricole désigné par la SAFER devra s'engager à entretenir les terrains, à préserver les haies, talus et fossés, et à s'abstenir de tout épandage d'amendements organiques générant des nuisances olfactives.

Monsieur le Maire indique qu'en confiant ces terres à la SAFER, la commune s'assure :

- du bon entretien et de la valorisation agronomique du terrain,
- d'une occupation maîtrisée respectueuse du PLUi,
- d'un levier d'action flexible, préservant la capacité d'intervention de la collectivité en cas de besoin futur.

Il précise que cette démarche, approuvée par les instances agricoles, participe pleinement à une stratégie territoriale équilibrée, conciliant développement urbain maîtrisé, préservation des terres agricoles et anticipation des projets à venir.

Il indique également que la proposition de signature de la convention avec la SAFER Occitanie telle qu'annexée à la présente note s'inscrit pleinement dans cette démarche.

Elle témoigne de la volonté de la commune de faire vivre durablement les terres communales, en les confiant temporairement à des acteurs du monde agricole, tout en garantissant leur disponibilité pour d'éventuels projets d'intérêt public.

Monsieur le Maire rappelle que préserver le foncier agricole, c'est aussi préserver le cadre de vie des Castonétoises et Castonétois, l'identité et les paysages de la commune.

À travers cette initiative, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'affirmer leur attachement à une gestion responsable, concertée et prospective du territoire d'Onet-le-Château.

Monsieur le Maire ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « Avez-vous des questions ou des interventions à faire à ce sujet ? Non, donc je vous propose de passer au vote. »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve la convention de mise à disposition de la parcelle communale AZ n°274 entre la Ville d'Onet-le-Château et la SAFER Occitanie,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document y afférent.**

9. Recensement de la population 2026 - Recrutement et rémunération des agents recenseurs

Madame Marie-Noëlle TAUZIN expose qu'en application de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité, la commune d'Onet-le-Château se voit confier la responsabilité de la préparation et de la réalisation des opérations de recensement auprès d'un échantillon de 8 % des logements de la commune.

Dans ce cadre, l'Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE) verse chaque année une dotation forfaitaire de recensement (DFR) indexée sur les populations légales en vigueur au 1er janvier de l'année précédente et d'un taux de réponse internet fixé par arrêté. Pour l'année 2025, la DFR accordée à la Ville d'Onet-le-Château s'élevait à un montant de 2 220 € pour 544 logements à enquêter.

Madame Marie-Noëlle TAUZIN précise qu'en 2026 le recensement s'effectuera du 15 janvier au 21 février 2026.

Elle rappelle que l'article 156 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité indique que : « Les enquêtes de recensement sont effectuées par des agents recenseurs, agents de la commune (...) affectés à cette tâche et recrutés par [elle] à cette fin ».

Madame Marie-Noëlle TAUZIN explique qu'il convient de fixer le nombre et la rémunération des agents recenseurs comme suit :

- recrutement de deux agents recenseurs,
- modalités de rémunération nette des agents recenseurs :
 - la séance de formation (2 x 1/2 journée) : 35 €, soit 70 € les deux demi-journées,
 - la tournée de reconnaissance : 60 €,
 - bulletin individuel collecté : 2,00 €, montant identique à la campagne 2025,
 - feuille de logement ou déclaration en ligne collectée : 1,40 €, montant identique à la campagne 2025,
 - sur la présentation d'un état déclaratif, une indemnité de transport calculée sur la base de l'arrêté ministériel du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques des agents territoriaux prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781: 0.32€ par km (véhicules de 5 cv et moins) ; 0.41€ par km (véhicules de 6 et 7 cv) ; 0.45 € (véhicules de 8 cv et plus),
 - en fonction de la qualité du travail effectué, une prime de 150 € pourra être allouée à chaque agent recenseur.

Madame Marie-Noëlle TAUZIN précise que les conditions tarifaires sont identiques à celles appliquées lors de la campagne 2025.

Elle ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *Est-ce qu'il y a des interventions ? Non, pas d'intervention, nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à procéder au recrutement de deux agents recenseurs pour la campagne de recensement 2026, notamment par le biais de vacataires,**
- **approuve les modalités proposées pour la détermination de la rémunération, de l'indemnité de déplacement et de la gratification des agents recenseurs comme indiquées ci-dessus.**

10. Adhésion à la centrale d'achat numérique de la Région Occitanie

Monsieur le Maire rappelle que la Ville a déjà recours aux offres de plusieurs centrales d'achat (UGAP, RESAH, CANUT), ces derniers constituant des outils d'optimisation des achats municipaux.

La Région Occitanie a déployé depuis de nombreuses années un réseau très haut débit sécurisé (THD'Oc) destiné aux acteurs publics de l'enseignement, de la recherche, de la santé et des collectivités.

Ce réseau, connecté à RENATER via Montpellier et Toulouse, assure un accès internet performant et fiable, avec plus de 1100 liaisons en service. Il s'appuie en grande partie sur les réseaux d'initiative publique départementaux, cofinancés par l'Etat et la Région à hauteur de 130 M€, au travers du Plan France Très haut Débit.

Le marché THD'Oc V2, actuellement en cours, prendra fin en décembre 2025. Pour garantir la continuité du service, le marché THD'Oc V3 a été lancé fin 2024, avec un nouveau cadre : le passage d'un groupement de commandes à une centrale d'achat régionale.

Monsieur le Maire indique que cette centrale d'achat présente plusieurs avantages :

- adhésion gratuite et non exclusive,
- intégration possible de nouveaux membres à tout moment,
- élargissement des services mutualisés : cloud souverain, solutions d'IA, ...
- meilleure négociation et économies d'échelle,
- maîtrise renforcée des risques (qualité, délais, coûts).

Monsieur le Maire ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *Est-ce que vous avez des commentaires à ce sujet ? Non, pas de commentaire donc nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- décide d'adhérer à la centrale d'achat numérique de la Région Occitanie,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention d'adhésion à la centrale d'achat,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution des contrats passés par la centrale d'achat.

11. Approbation du renouvellement de la convention de partenariat entre le Ville d'Onet-le-Château et l'AFEV pour l'accompagnement à la scolarité

Madame Catherine COUFFIN informe les membres du Conseil municipal qu'il est prévu « le renforcement de l'accompagnement scolaire et éducatif pour les enfants des écoles élémentaires et pour les collégiens. »

Elle ajoute que sur Onet-le-Château, durant l'année scolaire 2024-2025, l'AFEV a accompagné 19 enfants d'élémentaire et 13 collégiens (10 filles et 22 garçons).

Les ciblage ont été réalisés en partenariat avec :

-  l'école des Genêts → 6 enfants
-  l'école Pierre PUEL → 8 enfants
-  l'école Jean LAROCHE → 5 enfants
-  le Collège des Quatre Saisons → 13 enfants

Les enfants d'élémentaire ont été orientés pour travailler sur leur méthode de travail et d'organisation, leur confiance en eux et sur leur ouverture culturelle.

Lors de la réalisation du bilan avec nos partenaires, l'AFEV a pu constater que l'évolution des enfants était présente mais difficilement quantifiable.

Les accompagnements commencent généralement au domicile pour ensuite se terminer par des activités ludiques avec les enfants autour des jeux, de la culture, de l'orientation :

- visite de la médiathèque de Rodez et Onet le château avec renseignements pour l'adhésion à la structure,
- lecture à voix haute,
- découvertes de différents livres,
- grand jeux de connaissance,
- jeux de société,
- chasse aux trésors pour apprendre la mobilité en bus entre Onet le château et Rodez,
- conscience de soi,
- découverte de métier à travers des jeux,
- quelles sont les qualités de chacun,
- qu'est-ce qu'une compétence,
- description du fonctionnement du lycée.

Dans ce cadre, il est proposé aujourd'hui de conventionner avec l'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville – AFEV qui forte d'une expérience au niveau nationale de plus de 25 ans, met en place et développe un programme de lutte contre l'échec scolaire.

L'objectif de cet accompagnement éducatif individualisé est d'aider l'enfant à retrouver ou maintenir un niveau scolaire en phase avec la classe, à apprendre à travailler seul, et à trouver des méthodes d'apprentissage, d'étude. L'ensemble de ces actions vise à offrir, aux côtés de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école, appui qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social.

Madame Catherine COUFFIN ajoute qu'il est attendu de la part du partenaire un travail en étroite collaboration avec le Patio centre social qui est le pilote sur le territoire des actions d'accompagnement à la scolarité. Ce pilotage est précisé dans une fiche action de la Convention territoriale Globale entre la Ville et la CAF de l'Aveyron. Cet accompagnement est intégré aux actions déployées dans le cadre de la Convention Territoriale Globale concernant le pilotage de l'accompagnement à la scolarité.

Ce projet individuel sera établi avec la famille, l'enfant, l'étudiant et évidemment l'enseignant.

La démarche de cette association a consisté dans un premier temps à prendre contact auprès des directeurs d'écoles puis des enseignants afin de recenser et d'identifier les enfants et familles qui pourraient être concernées.

En fonction des élèves inscrits cette année, les enseignants ont estimé les besoins en accompagnement :

École Jean LAROCHE : 6 élèves,
École des Genêts : 6 élèves,
École Pierre PUEL : 9 élèves,
Collège des Quatre Saisons : 11 élèves.

L'AFEV s'engage à mettre à disposition le nombre d'étudiants nécessaires pour intervenir sur la Ville d'Onet-le-Château.

Les frais de fonctionnement (frais de déplacement, sorties, etc.), pris en charge par la Mairie, sont estimés à 5 500 € maximum par année scolaire.

La convention a pour objet de définir les engagements réciproques des différents signataires ainsi que les modalités financières.

Madame Catherine COUFFIN précise que la convention proposée sera valable pour l'année scolaire 2025-2026.

Elle ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : *« Je retiens que la chasse aux trésors pourrait optimiser notre budget, ce serait pas mal !
[Rires de l'assemblée]*

Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Non, il n'y en a pas donc nous passons au vote. »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- décide du renouvellement de la convention de partenariat entre la Ville d'Onet-le-Château et l'AFEV,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document y afférent.

Monsieur le Maire : « Pour la prochaine note, Mesdames Gulistan DINCEL et Valérie ABADIE-ROQUES vont devoir momentanément nous quitter ... »

12. Approbation du renouvellement de la Convention cadre de partenariat 2025-2026 pour les Orchestres à l'école et de l'avenant financier au dispositif Classes à Horaires Aménagés Musique (CHAM) entre la Ville d'Onet-le-Château, le Syndicat Mixte à Rayonnement Départemental de l'Aveyron (CRDA) et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports (DSDENJS)

Madame Catherine COUFFIN informe les membres du Conseil municipal que depuis 2009, dans le cadre d'un partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental de l'Aveyron, la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, la Ville propose aux élèves un enseignement musical entièrement gratuit et intégré dans le temps scolaire et périscolaire selon un projet pédagogique et un planning défini.

Les modalités du dispositif pour l'année scolaire 2025-2026 sont les suivantes :

- Le dispositif Orchestres à l'Ecole (OAE) :

L'ensemble des élèves des classes de CM1 et CM2, des écoles publiques des Genêts et Pierre Puel, bénéficient du dispositif Orchestre à l'école pour l'année scolaire 2025-2026.

Les élèves de CM2 de l'école des Genêts forment un orchestre de cuivres, percussions et bois. Les élèves de CM1 et CM2 de l'école Pierre Puel, forment un orchestre de cordes et percussions.

La convention jointe à la présente note et transmise à l'ensemble des membres du Conseil municipal présente les éléments organisationnels et financiers du dispositif Orchestre à l'école pour l'année scolaire 2025-2026.

- Le dispositif classe CHAM :

Une classe à horaires aménagés musique à dominante instrumentale (CHAM) au collège d'Onet-le-Château
Le dispositif est prévu pour un effectif global de 41 élèves, tous niveaux confondus et couvre, depuis l'année scolaire 2015-2016, les 4 niveaux du collège de la 6^{ème} à la 3^{ème}.

L'avenant à la convention et transmis à l'ensemble des membres du Conseil municipal présente les éléments organisationnels et financiers du dispositif Classe CHAM pour l'année scolaire 2025-2026.

Madame Catherine COUFFIN ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « C'est un dispositif qui existe depuis longtemps et qui est reconduit vaille que vaille. Il fonctionne plutôt bien malgré les difficultés qu'à rencontrées le conservatoire...
Est-ce que vous avez des interventions ? Non, pas d'interventions nous passons au vote. »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- approuve la convention de partenariat 2025-2026 Orchestre à l'Ecole entre la Ville d'Onet-le-Château, le CRDA et la DSDENJS,
- approuve l'avenant financier 2025-2026 à la convention CHAM,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention cadre OAE et tout document afférent à ce dossier,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la convention CHAM et tout document afférent à ce dossier.

Monsieur le Maire : « Mesdames Gulistan DINCEL et Valérie ABADIE-ROQUES peuvent maintenant nous rejoindre alors que Didier PIERRE nous quitte pour nécessité personnelle : sa procuration rentre donc en compte dès maintenant. »

13. Approbation du renouvellement du PEDT et labélisation du plan mercredi

Madame Catherine COUFFIN expose que le projet éducatif territorial 2022-2025 de la Ville d'Onet-le-Château, valable jusqu'en juin 2025, était également labélisé plan mercredi.

Elle ajoute qu'une évaluation a été réalisée par la collectivité et présentée aux services de l'Education nationale et de la DDCSPP pour toute la période.

La ville d'Onet-le-Château a souhaité renouveler sa démarche collaborative et partenariale avec les différents acteurs éducatifs du territoire dans une volonté de co-construction d'une éducation ambitieuse et de qualité pour les quatre prochaines années scolaires (2025-2026 / 2026-2027 / 2027-2028 / 2028-2029).

L'engagement de la Ville d'Onet-le-Château pour la conception d'un projet éducatif partagé, donc évolutif, permettra l'amélioration des conditions d'accueil éducatif existantes dans la vie quotidienne des enfants et donnera plus de cohérence à l'articulation entre les temps scolaires, péri et extra scolaires.

Labélisation Plan mercredi :

Pour que tous les enfants puissent bénéficier le mercredi d'activités propices à leur épanouissement et à leur réussite, il est indispensable de penser ce temps éducatif en articulation avec les enseignements.

Le Plan mercredi est le cadre de confiance pour encourager et consolider les projets portés par les collectivités, et améliorer encore la qualité des activités proposées aux enfants le mercredi.

Depuis la rentrée 2018, le Plan mercredi soutient le développement d'accueils de loisirs de qualité.

Conçues dans une logique à la fois de loisirs, de découverte et de pratiques, les activités du mercredi peuvent être culturelles, artistiques, manuelles, environnementales, numériques, civiques et sportives.

Madame Catherine COUFFIN précise que le PEdT-Plan Mercredi de la Ville d'Onet-le-Château sera formalisé par un document convention-cadre précisant les objectifs et les modalités de mise en œuvre du projet éducatif territorial et du plan mercredi.

Cette convention sera co-signée par Monsieur le Maire, Madame la Préfète, Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale et Monsieur le Directeur de la CAF de l'Aveyron, pour la période 2025-2029.

Madame Catherine COUFFIN ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « Est-ce qu'il y a des interventions à propos de ce beau projet ? Non pas d'intervention, nous passons donc au vote. »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- approuve le renouvellement de la convention relative à la mise en œuvre du projet éducatif territorial et du plan mercredi de la ville d'Onet-le-Château,
- autorise Monsieur le Maire ou à son représentant à signer ladite convention.

14. Opération façades (2025-2026) - Aide aux travaux

Madame Sabine MIRAL rappelle aux membres du Conseil municipal que Rodez agglomération a fait le choix d'une politique en faveur du patrimoine et de sa mise en valeur, par des aides à la rénovation des façades afin de favoriser l'embellissement des villes, des bourgs, la restauration du patrimoine urbain et contribuer à la qualité du cadre de vie des habitants de l'agglomération.

Conformément aux délibérations sus-référencées, la commune d'Onet-le-Château participe financièrement au programme « Opération Façades » et vient compléter les aides attribuées par Rodez agglomération.

Retenant que le dossier ci-après satisfait au règlement d'attribution des aides et qu'il a obtenu un avis favorable de la commission « façades » du 29 septembre 2025, il est donc proposé de lui octroyer une subvention comme détaillée ci-après qui prend en compte l'attribution d'aides publiques complémentaires (ANAH) sur les mêmes postes de travaux :

N° dossier	Adresse projet	Nature des travaux	Montant des travaux (HT)		Montant subvention communale (20 %)
			Eligibles (plafond 20 000 €)	Subventionnés par l'Opération Façades après écrêtement des autres aides publiques	
19	108, avenue des Rosiers	- isolation thermique par l'extérieur - remplacement menuiseries	20 000 €	9 803,77 €	1 961 €

Madame Sabine MIRAL ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *Est-ce que vous avez des questions sur ce dossier ? Non pas de question donc nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **décide d'attribuer la subvention indiquée ci-avant pour un montant de 1 961 € pour les travaux susmentionnés,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à cette décision.**

15. Cantagrelh : cessions d'emprises foncières à détacher de la parcelle communale BC n°604

Madame Sabine MIRAL expose aux membres du Conseil municipal, que Monsieur Maxime LORILLOU, d'une part, Madame Béatrice LACROIX et Monsieur Louis COSTES, d'autre part, sont respectivement propriétaires des biens situés dans le lotissement communal « Cantagrelh » aux 7 et 27 rue des Sureaux.

Ils souhaitent acquérir une bande de terrain à détacher de la parcelle communale riveraine cadastrée BC n°604.

L'emprise concernée a une contenance totale estimée de 72 m². Elle forme le bas-côté enherbé d'un chemin longeant l'arrière de leur habitation.

Cette acquisition permettrait aux intéressés d'augmenter modérément le périmètre de leur propriété et d'avoir la maîtrise de l'entretien et de l'aménagement de cet espace, sans pour autant porter préjudice à l'assiette du chemin.

France Domaine, dans son avis référencé 2028-12176-61246 rendu le 09/09/2025, a estimé la valeur vénale de cette bande de terrain de 72 m², destinée à être divisée en deux petites parcelles, à 80 €/m².

Par conséquent, il est proposé de céder ce terrain aux propriétaires riverains, au prix de 80 €/m², selon la répartition ci-après indiquée et schématisée sur le plan ci-annexé à la présente note :

- cession de l'emprise contiguë à la parcelle BC n°583, d'une contenance estimée à 17 m², à Madame Béatrice LACROIX et Monsieur Louis COSTES pour un montant de 1 360 € (mille trois cent soixante euros),
- cession de l'emprise contiguë à la parcelle BC n°554, d'une contenance estimée à 55 m², à Monsieur Maxime LORILLOU pour un montant de 4 400 € (quatre mille quatre cents euros).

Il est entendu que ces montants pourront varier à la hausse ou à la baisse suivant les superficies réelles qui seront déterminées par le bornage à intervenir et que ces ventes n'entreront pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En sus du prix d'acquisition, les acquéreurs prendront en charge les frais de géomètre et de notaire inhérents à cette opération.

Madame Sabine MIRAL précise que les acquéreurs ont donné leur accord sur les modalités d'acquisition précitées.

Elle ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : « *Est-ce que vous avez des interventions ? Non pas d'intervention donc nous passons au vote.* »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- **approuve les cessions aux propriétaires sus-désignés, conformément au plan annexé à la délibération et selon les conditions présentées ci-dessus,**
- **décide de la prise en charge des frais notariés et de géomètre par les acquéreurs,**
- **désigne Maître Laetitia CINO, notaire à Onet-le-Château pour représenter la Commune,**
- **autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes de vente et d'accomplir toutes les formalités nécessaires à sa mise en œuvre.**

16. Route de Lapanouse : cession emprise foncière à la SCI LAURCA 2 et acquisition (cession à titre gratuit) d'une partie de la parcelle AZ n°227

Madame Sabine MIRAL rappelle aux membres du Conseil municipal, que par délibérations en date des 26 juin 2025 n°PACV/88-2025 et 6 octobre 2025 n°PACV/125-2025, la désaffectation d'une partie du domaine public routier située route de Lapanouse, au droit de l'assiette foncière de la micro-crèche, a été constatée et son déclassement du domaine public a été prononcé.

Elle ajoute que son aliénation peut donc intervenir.

Madame Sabine MIRAL ajoute que France Domaine, dans son avis référencé 2025-12176-36501 rendu le 04/06/2025, a estimé la valeur vénale du foncier concerné, d'une contenance arpentée totale de 101 m², à 30 €/m².

Elle indique que la limite de division définie par le plan de division dressé par Monsieur Cyril TEYSSEDER, géomètre expert de la SELARL LABROUE à Rodez, fait également état d'une emprise de 1 m² à détacher de la parcelle AZ n°237, propriété de la SCI LAURCA 2 - micro-crèche, pour être cédée à la commune.

C'est ainsi que pour régulariser le foncier concerné par une occupation de fait non conforme, les parties ont convenu de procéder aux mutations ci-après désignées selon les modalités indiquées :

- ✓ cession à la SCI LAURCA 2, des futures parcelles identifiées sur le plan annexé à la présente note par les lettres :
 - « d1 » d'une contenance de 87 m²,
 - « d2 » d'une contenance de 14 m²pour une surface totale de 101 m² au prix de 30 € le m², suivant en cela l'évaluation domaniale, soit un montant total de 3 030 € (trois mille trente euros),
- ✓ cession gratuite par la SCI LAURCA 2 au profit de la commune, de la future parcelle identifiée sur le plan annexé à la présente note par la lettre :
 - « C » d'une contenance de 1 m² et issue de la parcelle AZ n°227

Madame Sabine MIRAL précise que le gérant de la SCI LAURCA 2, dûment habilité à cet effet, a donné son accord sur les modalités de cessions précitées.

Elle ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : *« Est-ce qu'il y a des questions ou des interventions à ce sujet ? Non, donc je vous propose de passer au vote. »*

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- approuve les cessions des parcelles « d1 » et « d2 » au profit de la SCI LAURCA 2, propriétaire des parcelles riveraines AZ n°227 et n°229, conformément au plan annexé à la délibération et selon les modalités présentées ci-dessus,
- approuve la cession gratuite par la SCI LAURCA 2 au profit de la Commune, de la parcelle « C » d'une contenance de 1 m² à détacher de la parcelle AZ n°227,
- décide de la prise en charge des frais notariés par la SCI LAURCA 2, représentée par Monsieur Laurent DA SILVA,
- désigne Maître Laetitia CINO, notaire à Onet-le-Château, pour représenter la Commune,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente et d'accomplir toutes les formalités nécessaires à sa mise en œuvre.

17. Rapport 2024 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement - Rapport 2024 du délégué

Monsieur Raymond BRALEY rappelle aux membres du Conseil municipal que le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) est un document produit tous les ans par chaque service d'assainissement pour rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée.

Il s'agit d'un document réglementaire, qui doit permettre l'information du public, la bonne gestion du service en exploitant les indicateurs de performances.

La commune d'Onet-le-Château, qui a transféré cette compétence à Rodez agglomération, a été destinataire, en sa qualité de commune membre dudit établissement public de coopération intercommunale, du rapport pour l'exercice 2024.

Un exemplaire dudit rapport, qui concerne à la fois l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif (SPANC) ainsi que le rapport du délégataire (la Compagnie des Eaux et de l'Ozone) pour l'année 2024, figurent en annexe de la présente note.

En application de l'article D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces rapports doivent être présentés au Conseil Municipal de la ville d'Onet-le-Château dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Monsieur Raymond BRALEY ajoute que cette proposition a reçu un avis unanimement favorable après examen des commissions en date du 6 novembre 2025.

Monsieur le Maire : *« Je souhaite apporter quelques commentaires sur ces rapports qui sont toujours de très bonne facture. Chaque année, je le répète. J'ai encore félicité le service de Rodez agglomération pour la qualité de ces documents qui sont très pédagogiques et qui offrent de véritables explications, même s'il y a quelques termes un peu compliqués.*

En quelques mots, vous dire que la facture standard, pour 120 m³ de volume traité, est de 2 euros le m³, ce qui n'est quand même pas excessif.

Il y a presque 60 000 habitants qui sont desservis par les services d'épuration des eaux, 20 stations sur le territoire de Rodez agglomération et une capacité de dépollution totale équivalent à 245 000 personnes. Nous avons les habitants mais il y a aussi, dans les flux qui sont produits, des flux d'entreprises, d'administrations etc. Pour avoir une idée de ce que représente la capacité de traitement, c'est l'équivalent des flux que 245 000 personnes produiraient par jour.

D'autre part, nous avons 720 kilomètres de réseau, un nombre d'abonnés qui est stable, autour de 25 000 et un volume d'eaux usées-traitées qui approche les 8 millions de m³.

Voilà les quelques chiffres que je souhaitais relever afin que toutes et tous ayons une meilleure idée du ce qui est réalisé par les services d'épuration des eaux.

Il y a un délégataire qui est VEOLIA auquel s'ajoutent les services de Rodez agglomération qui interviennent régulièrement.

Est-ce que vous avez des interventions à ce sujet ? Non, pas d'intervention nous passons donc au vote. »

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des voix :

- prend acte du rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) de l'assainissement et du rapport du délégataire pour l'année 2024.

Monsieur le Maire : *« Ce conseil municipal qui avait un nombre réduit de délibérations mais dont certaines étaient particulièrement importantes est maintenant terminé, je vous remercie de votre présence.*

Je vous informe que la prochaine séance aura lieu le jeudi 18 décembre et qu'elle sera précédée des commissions fixées au jeudi 11 décembre, aux heures habituelles. Bonne soirée à toutes et à tous. »

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à dix-neuf heures et cinquante minutes.

La Secrétaire de séance,

Le Maire,

Marie-Noëlle TAUZIN

Jean-Philippe KÉROSLIAN